

*Atlantico, 18 avril*

## **Bruxelles nous protège des marchés financiers, mais incite certains (comme la France) au laxisme budgétaire...**

Bruxelles, qui est très souvent accusée d'autoritarisme budgétaire, permet aussi aux États membres très laxistes d'échapper à la pression des marchés financiers. Bruxelles amortit les risques d'un déficit structurel et n'incite finalement pas à la rigueur.



*Full text:*

La majorité des observateurs, analystes et économistes sont désormais d'accord pour considérer que ce sont les marchés financiers internationaux qui peuvent obliger Donald Trump à faire machine arrière dans son entreprise de changer radicalement l'ordre économique mondial.

C'est incontestablement le risque d'une crise de liquidité qui a, la semaine dernière, stoppé net Donald Trump face à Pékin. Alors, le président américain n'a pas abandonné son projet de réindustrialiser l'Amérique et de répondre à la demande du cœur de son électorat, particulièrement touché par la mondialisation, mais le président américain a été contraint de prendre en compte les lignes rouges qu'il ne pouvait pas franchir, sauf à ruiner complètement son pays.

Le président américain a donc été évidemment sensible aux critiques des chefs d'entreprises, aux présidents milliardaires des GAFAM, il a entendu l'inquiétude des consommateurs devant l'inflation, ou la peur des rentiers de perdre leur argent en bourse. Mais il a surtout cédé à l'influence des quatre ou cinq plus gros banquiers de New York qui l'ont prévenu d'une rupture possible de la liquidité pour les Américains et sans doute pour l'ensemble du monde.

Le risque de crise de liquidité, c'est à la sphère économique mondiale un risque de type nucléaire. Ce risque survient quand les détenteurs de dettes perdent confiance dans le système et cherchent à se débarrasser de leur dette pour s'investir dans une autre devise, dans de l'or ou alors rester en cash.

C'est exactement ce qui s'est passé la semaine dernière lorsque les plus gros détenteurs de la dette américaine ont vendu. En vendant, ils ont fait baisser le prix des bons du Trésor américain et ont fait monter les taux d'intérêts. Les dégâts s'annonçaient désastreux.

D'une part, l'argent disparaissait et personne ne pouvait plus avoir confiance en personne, donc le système économique se grippait puis s'arrêtait.

D'autre part, les taux d'intérêt américains grimpaient.

Le Trésor américain ne trouvait plus d'argent à emprunter à l'extérieur, or la dette pour les Américains, c'est vital, vital pour l'État, les collectivités locales, les administrations, les administrations, l'immobilier.

Enfin le dollar baissait. Ça aurait pu être bien pour doper les exportations, mais l'Amérique importe plus qu'elle n'exporte, d'où un risque d'inflation. Le débat à la Maison Blanche a été très vite plié et, devant le désastre annoncé, Donald Trump a donné sans justifications des signes de retour à la confiance, ou du moins d'arrêter le mouvement de panique en suspendant l'application des droits de douane sur la Chine.

Le président américain ne s'est pas guéri contre l'absurdité et l'incohérence économique, mais il s'est donné quelques semaines pour calmer le jeu et mettre en place des règles moins toxiques.

La grande leçon de cet épisode qui aurait pu être catastrophique aura été de constater qu'une fois de plus, les marchés financiers ont servi de rempart à une décision politique stupide et incohérente.

Le monde a déjà connu des crises aussi graves, mais qui auraient pu être encore plus catastrophiques. En 2008, après la faillite de Lehman Brothers et la crise des subprimes, les gouvernements ont tout fait pour restaurer la confiance mondiale ; l'exercice a été compliqué et coûteux.

En Grande-Bretagne, en avril 2022, quand Liz Truss a cru sauver le Royaume-Uni avec un mini-budget, elle n'a pas tenu une semaine. Les banquiers, les investisseurs et finalement les marchés financiers ont vu les taux d'intérêt exploser, la livre britannique s'effondrer, et la Banque d'Angleterre s'est retrouvée en difficulté. La seule solution pour calmer le jeu et ramener le calme aura été le départ de Liz Truss.

Les marchés ont gagné du temps avec Trump, comme ils avaient gagné la partie contre Liz Truss.

En fait, l'histoire du monde, n'a pas d'exemple d'un État, démocratique ou autoritaire, qui aurait résisté très longtemps à la pression des marchés.

L'organisation européenne est très intéressante à explorer dans son fonctionnement. Cette organisation politique, née sur les cendres de la dernière guerre mondiale, a pour but de rapprocher les peuples européens, de créer un espace solidaire pour favoriser l'activité économique, la prospérité partagée, le commerce intracommunautaire et pour assumer plus facilement la concurrence avec le reste du monde.

L'Union européenne est une union économique et monétaire de pays adhérents qui restent souverains dans la gestion politique. Sans être une institution fédérale, les pays membres de l'Union européenne se sont engagés à suivre des règles de fonctionnement qui respectent les intérêts réciproques. L'UE ressemble un peu à une copropriété immobilière. Chacun profite des services communs et de la protection solidaire des autres, mais en contrepartie, chacun doit se comporter sérieusement, notamment dans le domaine budgétaire.

-Ce qui est intéressant, c'est que chaque État membre est protégé par l'Union européenne.

-Ce qui est paradoxal, c'est que cette protection joue contre la mise en garde ou parfois l'agressivité des marchés financiers internationaux.

La France, par exemple, est très endettée (plus de 120 % du PIB), mais ses taux d'intérêt restent très modestes par rapport aux risques encourus. La raison en est simple : c'est l'appartenance à l'euro et à l'Europe qui amortit ces risques. Si la France n'appartenait pas à l'Union européenne, cela fait bien longtemps que la monnaie aurait été dévaluée, que l'inflation galoperait et que le FMI occuperait Paris.

L'Union européenne, la relation franco-allemande, la force des 450 millions de consommateurs, la diversité des économies rendent l'Union européenne quasi autosuffisante (ce qui énerve Donald Trump qui a plus besoin de l'Europe que l'inverse, en dépit du poids de l'OTAN), mais cette solidarité devrait obliger chaque État membre à respecter le règlement intérieur et notamment le traité de Maastricht, ce qu'ils ne font pas tous les jours. La France est aujourd'hui très en dehors des clous, compte tenu de son endettement qui devient exorbitant. Ce qui est paradoxal, c'est d'avoir une classe politique irresponsable.

D'un côté, cette classe politique, de droite comme de gauche, ne ménage pas ses critiques contre la mauvaise gestion de ses finances publiques, mais de l'autre se plaint en permanence de la soumission à Bruxelles, sans se rendre compte que c'est grâce à Bruxelles que l'Europe reste attractive aux investisseurs.

Il faut savoir que sans Bruxelles, Paris, endettée, serait soumise aux marchés financiers internationaux, lesquels n'accepteraient jamais d'entendre le diagnostic prononcé cette semaine par François Bayrou. Parce que si le diagnostic est indiscutable, rien dans les projets, ni le fonctionnement politique ne permet de se rassurer. Pour reprendre une des expressions de Warren Buffett, assez imagée : « sans l'Europe, les États membres seraient à poil ».